



CANADA

CONSOLIDATION

CODIFICATION

National Security Act, 2017

S.C. 2019, c. 13

Loi de 2017 sur la sécurité nationale

L.C. 2019, ch. 13

Current to April 18, 2022

À jour au 18 avril 2022

Last amended on November 4, 2020

Dernière modification le 4 novembre 2020

OFFICIAL STATUS OF CONSOLIDATIONS

Subsections 31(1) and (2) of the *Legislation Revision and Consolidation Act*, in force on June 1, 2009, provide as follows:

Published consolidation is evidence

31 (1) Every copy of a consolidated statute or consolidated regulation published by the Minister under this Act in either print or electronic form is evidence of that statute or regulation and of its contents and every copy purporting to be published by the Minister is deemed to be so published, unless the contrary is shown.

Inconsistencies in Acts

(2) In the event of an inconsistency between a consolidated statute published by the Minister under this Act and the original statute or a subsequent amendment as certified by the Clerk of the Parliaments under the *Publication of Statutes Act*, the original statute or amendment prevails to the extent of the inconsistency.

LAYOUT

The notes that appeared in the left or right margins are now in boldface text directly above the provisions to which they relate. They form no part of the enactment, but are inserted for convenience of reference only.

NOTE

This consolidation is current to April 18, 2022. The last amendments came into force on November 4, 2020. Any amendments that were not in force as of April 18, 2022 are set out at the end of this document under the heading "Amendments Not in Force".

Shaded provisions in this document are not in force.

CARACTÈRE OFFICIEL DES CODIFICATIONS

Les paragraphes 31(1) et (2) de la *Loi sur la révision et la codification des textes législatifs*, en vigueur le 1^{er} juin 2009, prévoient ce qui suit :

Codifications comme élément de preuve

31 (1) Tout exemplaire d'une loi codifiée ou d'un règlement codifié, publié par le ministre en vertu de la présente loi sur support papier ou sur support électronique, fait foi de cette loi ou de ce règlement et de son contenu. Tout exemplaire donné comme publié par le ministre est réputé avoir été ainsi publié, sauf preuve contraire.

Incompatibilité — lois

(2) Les dispositions de la loi d'origine avec ses modifications subséquentes par le greffier des Parlements en vertu de la *Loi sur la publication des lois* l'emportent sur les dispositions incompatibles de la loi codifiée publiée par le ministre en vertu de la présente loi.

MISE EN PAGE

Les notes apparaissant auparavant dans les marges de droite ou de gauche se retrouvent maintenant en caractères gras juste au-dessus de la disposition à laquelle elles se rattachent. Elles ne font pas partie du texte, n'y figurant qu'à titre de repère ou d'information.

NOTE

Cette codification est à jour au 18 avril 2022. Les dernières modifications sont entrées en vigueur le 4 novembre 2020. Toutes modifications qui n'étaient pas en vigueur au 18 avril 2022 sont énoncées à la fin de ce document sous le titre « Modifications non en vigueur ».

Les dispositions ombrées dans ce document ne sont pas en vigueur.

TABLE OF PROVISIONS

An Act respecting national security matters

	Short Title	Titre abrégé
1	Short title	Titre abrégé
PART 1		
National Security and Intelligence Review Agency		
National Security and Intelligence Review Agency Act		
Transitional Provisions		
3	Definitions	Définitions
4	Chairman of former Committee	Président de l'ancien comité
5	Employment continued — staff	Personnel de l'ancien comité
6	Powers, duties and functions	Attributions
7	Appropriations	Transfert de crédits
8	Rights and obligations	Transfert des droits et obligations
9	Contracts	Contrat
10	Information — former Committee	Informations — ancien comité
11	Complaints — former Committee	Plaintes — ancien comité
12	First report	Premiers rapports
13	Commencement of proceedings	Nouvelles instances
14	No compensation	Absence de droit à réclamation
15	Information — former Commissioner	Informations — ancien commissaire
16	Complaints — former Commissioner	Plaintes — ancien commissaire
17	Commencement of proceedings	Nouvelles instances
Related and Consequential Amendments		
Access to Information Act		
Canada Evidence Act		
Canadian Security Intelligence Service Act		
Citizenship Act		
Financial Administration Act		
Canadian Human Rights Act		
PARTIE 1		
Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement		
Loi sur l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement		
Dispositions transitoires		
3	Definitions	Définitions
4	Chairman of former Committee	Président de l'ancien comité
5	Employment continued — staff	Personnel de l'ancien comité
6	Powers, duties and functions	Attributions
7	Appropriations	Transfert de crédits
8	Rights and obligations	Transfert des droits et obligations
9	Contracts	Contrat
10	Information — former Committee	Informations — ancien comité
11	Complaints — former Committee	Plaintes — ancien comité
12	First report	Premiers rapports
13	Commencement of proceedings	Nouvelles instances
14	No compensation	Absence de droit à réclamation
15	Information — former Commissioner	Informations — ancien commissaire
16	Complaints — former Commissioner	Plaintes — ancien commissaire
17	Commencement of proceedings	Nouvelles instances
Modifications connexes et corrélatives		
Loi sur l'accès à l'information		
Loi sur la preuve au Canada		
Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité		
Loi sur la citoyenneté		
Loi sur la gestion des finances publiques		
Loi canadienne sur les droits de la personne		

TABLE ANALYTIQUE

Loi concernant des questions de sécurité nationale

Security of Information Act	Loi sur la protection de l'information
Privacy Act	Loi sur la protection des renseignements personnels
Public Service Superannuation Act	Loi sur la pension de la fonction publique
Royal Canadian Mounted Police Act	Loi sur la Gendarmerie royale du Canada
Public Sector Compensation Act	Loi sur la rémunération du secteur public
Proceeds of Crime (Money Laundering) and Terrorist Financing Act	Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes
Coordinating Amendments	Dispositions de coordination
PART 1.1	PARTIE 1.1
Avoiding Complicity in Mistreatment by Foreign Entities	Évitement de la complicité dans les cas de mauvais traitements infligés par des entités étrangères
Avoiding Complicity in Mistreatment by Foreign Entities Act	Loi visant à éviter la complicité dans les cas de mauvais traitements infligés par des entités étrangères
Coordinating Amendments	Dispositions de coordination
PART 2	PARTIE 2
Intelligence Commissioner	Commissaire au renseignement
Intelligence Commissioner Act	Loi sur le commissaire au renseignement
Transitional Provisions	Dispositions transitoires
51 Definitions	51 Définitions
52 Former Commissioner	52 Ancien commissaire
53 Status continued	53 Situation inchangée
54 Powers, duties and functions	54 Attributions
55 Appropriations	55 Transfert de crédits
56 Rights, property and obligations	56 Biens, droits et obligations
57 Contracts	57 Contrat
58 Commencement of proceedings	58 Nouvelles instances
59 No compensation	59 Absence de droit à réclamation
Related and Consequential Amendments	Modifications connexes et corrélatives
Access to Information Act	Loi sur l'accès à l'information
Canada Evidence Act	Loi sur la preuve au Canada
Canadian Security Intelligence Service Act	Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité
Financial Administration Act	Loi sur la gestion des finances publiques

National Defence Act	Loi sur la défense nationale
Security of Information Act	Loi sur la protection de l'information
Privacy Act	Loi sur la protection des renseignements personnels
Public Service Superannuation Act	Loi sur la pension de la fonction publique
Security of Canada Information Disclosure Act	Loi sur la communication d'information ayant trait à la sécurité du Canada
Coordinating Amendments	Dispositions de coordination
PART 3	PARTIE 3
Communications Security Establishment	Centre de la sécurité des télécommunications
Communications Security Establishment Act	Loi sur le Centre de la sécurité des télécommunications
Transitional Provisions	Dispositions transitoires
77 Definitions	77 Définitions
78 Chief	78 Chef
79 Transfer of appropriations	79 Transfert de crédits
80 Ministerial authorizations	80 Autorisations ministérielles
81 Arrangements	81 Ententes
82 References	82 Mentions
National Defence Act	Loi sur la défense nationale
Consequential Amendments	Modifications corrélatives
National Defence Act	Loi sur la défense nationale
Public Sector Compensation Act	Loi sur la rémunération du secteur public
Proceeds of Crime (Money Laundering) and Terrorist Financing Act	Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes
Security of Canada Information Disclosure Act	Loi sur la communication d'information ayant trait à la sécurité du Canada
Coordinating Amendments	Dispositions de coordination
PART 4	PARTIE 4
Canadian Security Intelligence Service Act	Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité
Amendments to the Act	Modification de la loi
Transitional Provisions	Dispositions transitoires
110 Definitions	110 Définitions
111 Datasets collected by Service	111 Ensembles de données recueillis par le Service

PART 5

Security of Canada Information Sharing Act

Amendments to the Act	Modification de la loi
Consequential Amendments	Modifications corrélatives
Excise Tax Act	Loi sur la taxe d'accise
Department of Fisheries and Oceans Act	Loi sur le ministère des Pêches et des Océans
Customs Act	Loi sur les douanes
Income Tax Act	Loi de l'impôt sur le revenu
Chemical Weapons Convention Implementation Act	Loi de mise en oeuvre de la Convention sur les armes chimiques
Excise Act, 2001	Loi de 2001 sur l'accise

PART 6

Secure Air Travel Act

Amendments to the Act	Modification de la loi
Transitional Provision	Disposition transitoire
139 Continued application	139 Application de la version antérieure

PART 7

Criminal Code

Amendments to the Act	Modification de la loi
Transitional Provisions	Dispositions transitoires
155 Continued application	155 Demandes pendantes
156 Proceedings continued	156 Procédures continuées
157 No report for year before coming into force	157 Aucun rapport pour l'année précédent l'entrée en vigueur
Section 83.3 of the Criminal Code	Article 83.3 du Code criminel
157.1 Application	157.1 Application
Consequential Amendment to the Corrections and Conditional Release Act	Modification corrélative à la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition

PART 8

Youth Criminal Justice Act

PARTIE 5

Loi sur la communication d'information ayant trait à la sécurité du Canada

Modifications corrélatives
Loi sur la taxe d'accise
Loi sur le ministère des Pêches et des Océans
Loi sur les douanes
Loi de l'impôt sur le revenu
Loi de mise en oeuvre de la Convention sur les armes chimiques
Loi de 2001 sur l'accise

PARTIE 6

Loi sur la sûreté des déplacements aériens

Modifications corrélatives
Loi sur la sûreté des déplacements aériens

PARTIE 7

Code criminel

Modifications corrélatives
Code criminel
Modifications corrélatives
Dispositions transitoires
155 Demandes pendantes
156 Procédures continuées
157 Aucun rapport pour l'année précédent l'entrée en vigueur
157.1 Application
Article 83.3 du Code criminel
Modifications corrélatives à la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition

PARTIE 8

Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents

PART 9

Review

168 Duty to undertake review

PARTIE 9

Examen

168 Obligation d'examen

PART 10

Coming into Force

***169** Order in council

***169** Décret

***169.1** Order in council

***169.1** Décret

***170** Order in council

***170** Décret

171 Order in council

171 Décret

***172** Order in council

***172** Décret

***173** Order in council

***173** Décret

SCHEDULE

ANNEXE



S.C. 2019, c. 13

L.C. 2019, ch. 13

An Act respecting national security matters

[Assented to 21st June 2019]

Preamble

Whereas a fundamental responsibility of the Government of Canada is to protect Canada's national security and the safety of Canadians;

Whereas that responsibility must be carried out in accordance with the rule of law and in a manner that safeguards the rights and freedoms of Canadians and that respects the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*;

Whereas the Government of Canada is committed to enhancing Canada's national security framework in order to keep Canadians safe while safeguarding their rights and freedoms;

Whereas the Government of Canada, by carrying out its national security and information activities in a manner that respects rights and freedoms, encourages the international community to do the same;

Whereas enhanced accountability and transparency are vital to ensuring public trust and confidence in Government of Canada institutions that carry out national security or intelligence activities;

Whereas those institutions must always be vigilant in order to uphold public safety;

Whereas those institutions must have powers that will enable them to keep pace with evolving threats and must use those powers in a manner that respects the rights and freedoms of Canadians;

Whereas many Canadians expressed concerns about provisions of the *Anti-terrorism Act, 2015*;

And whereas the Government of Canada engaged in comprehensive public consultations to obtain the views of Canadians on how to enhance Canada's

Loi concernant des questions de sécurité nationale

[Sanctionnée le 21 juin 2019]

Préambule

Attendu :

que la protection de la sécurité nationale et de la sécurité des Canadiens est l'une des responsabilités fondamentales du gouvernement du Canada;

que le gouvernement du Canada a l'obligation de s'acquitter de cette responsabilité dans le respect de la primauté du droit et d'une manière qui protège les droits et libertés des Canadiens et qui respecte la *Charte canadienne des droits et libertés*;

que le gouvernement du Canada est résolu à consolider le cadre fédéral de sécurité nationale dans le but d'assurer la sécurité des Canadiens tout en préservant leurs droits et libertés;

que le gouvernement du Canada, du fait qu'il exerce les activités liées à la sécurité nationale et au renseignement d'une manière qui respecte les droits et libertés, encourage la communauté internationale à faire de même;

que la confiance de la population envers les institutions fédérales chargées d'exercer des activités liées à la sécurité nationale ou au renseignement est tributaire du renforcement de la responsabilité et de la transparence dont doivent faire preuve ces institutions;

que ces institutions fédérales doivent constamment faire preuve de vigilance pour assurer la sécurité du public;

que ces institutions fédérales doivent en outre disposer de pouvoirs leur permettant de faire face aux menaces en constante évolution et exercer ces pouvoirs

national security framework and committed to introducing legislation to reflect the views and concerns expressed by Canadians;

d'une manière qui respecte les droits et libertés des Canadiens;

que nombre de Canadiens ont exprimé des préoccupations au sujet de dispositions de la *Loi antiterroriste de 2015*;

que le gouvernement du Canada a entrepris de vastes consultations publiques afin de recueillir l'avis des Canadiens quant à la façon de consolider le cadre fédéral de sécurité nationale et qu'il s'est engagé à déposer un projet de loi qui tienne compte des préoccupations et des avis exprimés par les Canadiens,

Now, therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

Short Title

Short title

1 This Act may be cited as the *National Security Act, 2017*.

Titre abrégé

Titre abrégé

1 *Loi de 2017 sur la sécurité nationale*.

PART 1

National Security and Intelligence Review Agency

National Security and Intelligence Review Agency Act

PARTIE 1

Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement

Loi sur l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement

2 [Amendments]

Transitional Provisions

2 [Modifications]

Dispositions transitoires

Definitions

3 The following definitions apply in sections 4 to 17.

Définitions

3 Les définitions qui suivent s'appliquent aux articles 4 à 17.

former Commissioner means the Commissioner of the Communications Security Establishment appointed under subsection 273.63(1) of the *National Defence Act*, as it read immediately before the coming into force of section 68. (*ancien commissaire*)

ancien comité Le comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité constitué par le paragraphe 34(1) de la *Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité*, dans sa version antérieure à l'entrée en vigueur de l'article 2. (*former Committee*)

former Committee means the Security Intelligence Review Committee established by subsection 34(1) of the *Canadian Security Intelligence Service Act*, as it read immediately before the coming into force of section 2. (*ancien comité*)

new Agency means the National Security and Intelligence Review Agency. (*nouvel office*)

Chairman of former Committee

4 (1) The person who, immediately before the day on which section 2 comes into force, held office as Chairman of the former Committee ceases to be Chairman and is continued in office as a member of the new Agency for the remainder of the term for which he or she was appointed.

Members of former Committee

(2) The members of the former Committee who, immediately before the day on which section 2 comes into force, held office are continued in office as members of the new Agency for the remainder of the term for which they were appointed.

Chair of new Agency

(3) As soon as feasible after the day on which section 2 comes into force, the Governor in Council must designate, under subsection 4(5) of the *National Security and Intelligence Review Agency Act*, the Chair of the new Agency from among the members who continue in office under subsection (1) or (2) or who are appointed under subsection 4(1) of that Act.

Employment continued — staff

5 (1) Nothing in this Part is to be construed as affecting the status of any person who, immediately before the day on which section 2 comes into force, occupies a position in the former Committee, except that the person is to, as of that day, occupy their position in the Secretariat of the new Agency.

Managerial or confidential position

(2) For greater certainty, a person's status includes whether or not they occupy a managerial or confidential position.

Powers, duties and functions

6 A person referred to in section 5 whom the former Committee has authorized to exercise

ancien commissaire Le commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications nommé en vertu du paragraphe 273.63(1) de la *Loi sur la défense nationale*, dans sa version antérieure à l'entrée en vigueur de l'article 68. (*former Commissioner*)

nouvel office L'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement. (*new Agency*)

Président de l'ancien comité

4 (1) La personne qui, à l'entrée en vigueur de l'article 2, est président de l'ancien comité cesse de l'être mais est maintenue en poste comme membre du nouvel office jusqu'à l'expiration de son mandat.

Membres de l'ancien comité

(2) Les membres de l'ancien comité qui sont en fonctions à l'entrée en vigueur de l'article 2 sont maintenus en poste comme membre du nouvel office jusqu'à l'expiration de leur mandat.

Désignation du président du nouvel office

(3) Dans les meilleurs délais après l'entrée en vigueur de l'article 2, le gouverneur en conseil désigne, en vertu du paragraphe 4(5) de la *Loi sur l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement*, le président du nouvel office parmi les membres visés aux paragraphes (1) ou (2) ou nommés en vertu du paragraphe 4(1) de cette loi.

Personnel de l'ancien comité

5 (1) La présente partie ne change rien à la situation des membres du personnel qui, à l'entrée en vigueur de l'article 2, occupent un poste au sein de l'ancien comité, à la différence près que, à compter de cette entrée en vigueur, ils l'occupent au sein du secrétariat du nouvel office.

Poste de direction ou de confiance

(2) Il est entendu que la situation d'un membre du personnel vise également le fait qu'il occupe ou non un poste de direction ou de confiance.

Attributions

6 Tout membre du personnel visé à l'article 5 qui est autorisé par l'ancien comité à exercer toute

certain powers or perform certain duties or functions relating to a matter before that former Committee, on the day on which section 2 comes into force, retains the authority to exercise those powers and perform those duties and functions.

Appropriations

7 Any money that is appropriated by an Act of Parliament, for the fiscal year in which section 2 comes into force, to defray any expenditure of the former Committee and that, on the day on which section 2 comes into force, is unexpended is deemed, on that day, to be an amount appropriated to defray any expenditure of the new Agency.

Rights and obligations

8 All rights and property of the former Committee and of Her Majesty in right of Canada that are under the administration and control of the former Committee and all obligations of the former Committee are transferred to the new Agency.

Contracts

9 A contract respecting the provision of services or materiel to the former Committee entered into before the day on which section 2 comes into force is deemed to have been entered into by the executive director of the Secretariat of the new Agency.

Information — former Committee

10 The former Committee must transfer to the new Agency all information under its control, including information that relates to a complaint before that former Committee, or to any review or investigation that is being undertaken by that Committee, immediately before the day on which section 2 comes into force.

Complaints — former Committee

11 (1) The new Agency becomes seized of any complaint made to the former Committee before the day on which section 2 comes into force and that complaint is deemed to have been made to the new Agency.

Reports and matters

(2) The new Agency becomes seized of any report made under section 19 of the *Citizenship Act*, and any matter referred under section 45 of the *Canadian Human Rights Act*, to the former Committee before the day on which section 2 comes into force and that report or matter is deemed to have

attribution relativement à une affaire dont ce dernier est saisi avant la date d'entrée en vigueur de l'article 2 le demeure.

Transfert de crédits

7 Les sommes affectées — et non déboursées —, pour l'exercice en cours à l'entrée en vigueur de l'article 2, par toute loi fédérale, aux dépenses de l'ancien comité sont réputées avoir été affectées aux dépenses du nouvel office.

Transfert des droits et obligations

8 Les biens et les droits de Sa Majesté du chef du Canada dont la gestion était confiée à l'ancien comité ainsi que les biens, les droits et les obligations de celui-ci sont transférés au nouvel office.

Contrat

9 Le contrat relatif à la fourniture de services ou de matériel à l'ancien comité conclu avant la date d'entrée en vigueur de l'article 2 est réputé avoir été conclu par le directeur général du secrétariat du nouvel office.

Informations — ancien comité

10 L'ancien comité remet toute information relevant de lui au nouvel office, notamment les informations relatives aux plaintes dont il est saisi avant la date d'entrée en vigueur de l'article 2 ou aux examens et enquêtes en cours à cette date.

Plaintes — ancien comité

11 (1) Le nouvel office est saisi des plaintes présentées à l'ancien comité avant la date d'entrée en vigueur de l'article 2 et celles-ci sont réputées avoir été présentées au nouvel office.

Rapports et affaires

(2) Le nouvel office est saisi des rapports visés à l'article 19 de la *Loi sur la citoyenneté* et des affaires visées à l'article 45 de la *Loi canadienne sur les droits de la personne* transmis, avant la date d'entrée en vigueur de l'article 2, à l'ancien

been made or referred, as the case may be, to the new Agency.

First report

12 (1) The first report that the new Agency submits under each of subsections 32(1) and 38(1) of the *National Security and Intelligence Review Agency Act* must include information in respect of any period for which the former Committee has not yet submitted a report under section 53 of the *Canadian Security Intelligence Service Act*, as it read immediately before the coming into force of section 2.

First report — Communications Security Establishment

(2) The first report that the new Agency submits under each of subsections 33(1) and 38(1) of the *National Security and Intelligence Review Agency Act* must include information in respect of any period for which the former Commissioner has not yet submitted a report under subsection 273.63(3) of the *National Defence Act*, as it read immediately before the coming into force of section 2.

Commencement of proceedings

13 (1) Any action, suit or other legal or administrative proceeding that could have been brought against the former Committee may be brought against the new Agency in any court that would have had jurisdiction if the action, suit or proceeding had been brought against the former Committee.

Pending proceedings

(2) Any action, suit or other legal or administrative proceeding to which the former Committee is a party that is pending immediately before the day on which section 2 comes into force may be continued by or against the new Agency in the same manner and to the same extent as it could have been continued by or against the former Committee.

No compensation

14 Despite the provisions of any contract, agreement or order, no person appointed to hold office as Chairman or as a member of the former

comité et ces rapports et affaires sont réputés avoir été transmis au nouvel office.

Premiers rapports

12 (1) Le premier rapport présenté par le nouvel office en application du paragraphe 32(1) de la *Loi sur l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement* et le premier rapport présenté par celui-ci en application du paragraphe 38(1) de cette loi visent notamment toute période à l'égard de laquelle l'ancien comité n'a pas encore présenté de rapport en application de l'article 53 de la *Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité*, dans sa version antérieure à l'entrée en vigueur de l'article 2.

Premiers rapports — Centre de la sécurité des télécommunications

(2) Le premier rapport présenté par le nouvel office en application du paragraphe 33(1) de la *Loi sur l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement* et le premier rapport présenté par celui-ci en application du paragraphe 38(1) de cette loi visent notamment toute période à l'égard de laquelle l'ancien commissaire n'a pas encore présenté de rapport en application du paragraphe 273.63(3) de la *Loi sur la défense nationale*, dans sa version antérieure à l'entrée en vigueur de l'article 2.

Nouvelles instances

13 (1) Les instances judiciaires ou administratives qui auraient pu être intentées contre l'ancien comité peuvent être intentées contre le nouvel office devant tout tribunal qui aurait eu compétence pour être saisi des instances si elles avaient été intentées contre l'ancien comité.

Instances en cours

(2) Le nouvel office prend la suite de l'ancien comité, au même titre et dans les mêmes conditions que celui-ci, comme partie aux instances judiciaires ou administratives en cours à l'entrée en vigueur de l'article 2 et auxquelles l'ancien comité est partie.

Absence de droit à réclamation

14 Malgré les dispositions de tout contrat, accord ou décret, la personne nommée président de l'ancien comité et les personnes nommées

Committee has any right to claim or receive any compensation, damages, indemnity or other form of relief from Her Majesty in right of Canada or from any employee or agent or mandatary of Her Majesty for ceasing to hold that office or for the abolition of that office by the operation of this Part.

Information — former Commissioner

15 The former Commissioner must transfer to the new Agency all information under his or her control, including information that relates to a complaint before that former Commissioner, or to any review or investigation that is being undertaken by that former Commissioner, immediately before the day on which section 2 comes into force.

Complaints — former Commissioner

16 The new Agency becomes seized of any complaint made to the former Commissioner before the day on which section 2 comes into force and that complaint is deemed to have been made to the new Agency.

Commencement of proceedings

17 (1) Any action, suit or other legal or administrative proceeding, relating to a review or an investigation, that could have been brought against the former Commissioner may be brought against the new Agency in any court that would have had jurisdiction if the action, suit or proceeding had been brought against the former Commissioner.

Pending proceedings

(2) Any action, suit or other legal or administrative proceeding to which the former Commissioner is a party that relates to a review or an investigation and that is pending immediately before the day on which section 2 comes into force may be continued by or against the new Agency in the same manner and to the same extent as it could have been continued by or against the former Commissioner.

membres de l'ancien comité n'ont aucun droit de réclamer ou de recevoir une compensation, des dommages-intérêts, une indemnité ou toute autre forme de dédommagement de Sa Majesté du chef du Canada ou de ses employés ou mandataires parce que leur mandat a pris fin ou en raison de l'abolition de leur poste par application de la présente partie.

Informations — ancien commissaire

15 L'ancien commissaire remet au nouvel office toute information relevant de lui, notamment les informations relatives aux plaintes dont il est saisi avant la date d'entrée en vigueur de l'article 2 ou aux examens et enquêtes en cours à cette date.

Plaintes — ancien commissaire

16 Le nouvel office est saisi des plaintes présentées à l'ancien commissaire avant la date d'entrée en vigueur de l'article 2 et celles-ci sont réputées avoir été présentées au nouvel office.

Nouvelles instances

17 (1) Les instances judiciaires ou administratives qui auraient pu être intentées contre l'ancien commissaire et qui concernent les examens ou enquêtes peuvent être intentées contre le nouvel office devant tout tribunal qui aurait eu compétence pour être saisi des instances si elles avaient été intentées contre l'ancien commissaire.

Instances en cours

(2) Le nouvel office prend la suite de l'ancien commissaire, au même titre et dans les mêmes conditions que celui-ci, comme partie aux instances judiciaires ou administratives en cours à l'entrée en vigueur de l'article 2 qui concernent les examens et enquêtes auxquelles l'ancien commissaire est partie.

Related and Consequential Amendments

R.S., c. A-1.

Access to Information Act

18 [Amendments]

19 [Amendments]

R.S. c. C-5.

Canada Evidence Act

20 [Amendments]

R.S., c. C-23.

Canadian Security Intelligence Service Act

21 [Amendments]

22 [Amendments]

23 [Amendments]

R.S., c. C-29.

Citizenship Act

24 [Amendments]

25 [Amendments]

R.S., c. F-11.

Financial Administration Act

26 [Amendments]

27 [Amendments]

28 [Amendments]

29 [Amendments]

30 [Amendments]

31 [Amendments]

32 [Amendments]

Modifications connexes et corrélatives

L.R., ch. A-1.

Loi sur l'accès à l'information

18 [Modifications]

19 [Modifications]

L.R., ch. C-5.

Loi sur la preuve au Canada

20 [Modifications]

L.R., ch. C-23.

Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité

21 [Modifications]

22 [Modifications]

23 [Modifications]

L.R., ch. C-29.

Loi sur la citoyenneté

24 [Modifications]

25 [Modifications]

L.R., ch. F-11.

Loi sur la gestion des finances publiques

26 [Modifications]

27 [Modifications]

28 [Modifications]

29 [Modifications]

30 [Modifications]

31 [Modifications]

32 [Modifications]

R.S., c. H-6.

Canadian Human Rights Act

33 [Amendments]

34 [Amendments]

R.S., c. O-5; 2001, c. 41, s. 25.

Security of Information Act

35 [Amendments]

36 [Amendments]

37 [Amendments]

R.S., c. P-21.

Privacy Act

37.1 [Amendments]

37.2 [Amendments]

38 [Amendments]

39 [Amendments]

R.S., c. P-36.

Public Service Superannuation Act

40 [Amendments]

R.S., c. R-10.

Royal Canadian Mounted Police Act

41 [Amendments]

42 [Amendments]

43 [Amendments]

1991, c. 30.

Public Sector Compensation Act

44 [Amendments]

45 [Amendments]

L.R., ch. H-6.

Loi canadienne sur les droits de la personne

33 [Modifications]

34 [Modifications]

L.R., ch. O-5; 2001, ch. 41, art. 25.

Loi sur la protection de l'information

35 [Modifications]

36 [Modifications]

37 [Modifications]

L.R., ch. P-21.

Loi sur la protection des renseignements personnels

37.1 [Modifications]

37.2 [Modifications]

38 [Modifications]

39 [Modifications]

L.R., ch. P-36.

Loi sur la pension de la fonction publique

40 [Modifications]

L.R., ch. R-10.

Loi sur la Gendarmerie royale du Canada

41 [Modifications]

42 [Modifications]

43 [Modifications]

1991, ch. 30.

Loi sur la rémunération du secteur public

44 [Modifications]

45 [Modifications]

2000, c. 17; 2001, c. 41, s. 48.

Proceeds of Crime (Money Laundering) and Terrorist Financing Act

46 [Amendments]

47 [Amendments]

Coordinating Amendments

48 [Amendments]

49 [Amendments]

PART 1.1

Avoiding Complicity in Mistreatment by Foreign Entities

Avoiding Complicity in Mistreatment by Foreign Entities Act

49.1 [Amendments]

Coordinating Amendments

49.2 [Amendments]

PART 2

Intelligence Commissioner

Intelligence Commissioner Act

50 [Amendments]

Transitional Provisions

Definitions

51 The following definitions apply in sections 52 to 59.

2000, ch. 17; 2001, ch. 41, art. 48.

Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes

46 [Modifications]

47 [Modifications]

Dispositions de coordination

48 [Modifications]

49 [Modifications]

PARTIE 1.1

Évitement de la complicité dans les cas de mauvais traitements infligés par des entités étrangères

Loi visant à éviter la complicité dans les cas de mauvais traitements infligés par des entités étrangères

49.1 [Modifications]

Dispositions de coordination

49.2 [Modifications]

PARTIE 2

Commissaire au renseignement

Loi sur le commissaire au renseignement

50 [Modifications]

Dispositions transitoires

Définitions

51 Les définitions qui suivent s'appliquent aux articles 52 à 59.

former Commissioner means the Commissioner of the Communications Security Establishment appointed under subsection 273.63(1) of the *National Defence Act*, as it read immediately before the coming into force of section 68. (*ancien commissaire*)

new Commissioner means the Intelligence Commissioner under the *Intelligence Commissioner Act*. (*nouveau commissaire*)

Former Commissioner

52 The person occupying the position of the former Commissioner immediately before the day on which this section comes into force is, on that day and for the remainder of the term for which he or she was appointed to that position, to become the new Commissioner as if he or she had been appointed under subsection 4(1) of the *Intelligence Commissioner Act*.

Status continued

53 (1) Nothing in this Act is to be construed as affecting the status of a person who, immediately before the day on which this section comes into force, occupied a position with the office of the former Commissioner, except that the person is to occupy their position in the office of the new Commissioner on that day.

For greater certainty

(2) For greater certainty, a person's status includes whether or not they occupy a managerial or confidential position.

Powers, duties and functions

54 A person referred to in section 53 who was authorized, immediately before the day on which that section comes into force, by the former Commissioner to exercise certain powers or perform certain duties and functions retains the authority to exercise those powers and perform those duties and functions in the office of the new Commissioner.

Appropriations

55 Any money that is appropriated by an Act of Parliament, for the fiscal year in which this section comes into force, to defray any expenditure of the office of the former Commissioner and that, on the day on which this section comes into force, is unexpended is deemed, on that day, to be an amount appropriated to defray any expenditure of the office of the new Commissioner.

ancien commissaire S'entend du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications nommé en vertu du paragraphe 273.63(1) de la *Loi sur la défense nationale*, dans sa version antérieure à la date d'entrée en vigueur de l'article 68. (*former Commissioner*)

nouveau commissaire S'entend du commissaire au renseignement visé par la *Loi sur le commissaire au renseignement*. (*new Commissioner*)

Ancien commissaire

52 La personne qui occupe le poste d'ancien commissaire à l'entrée en vigueur du présent article devient, à compter de cette entrée en vigueur et jusqu'à l'expiration de son mandat, le nouveau commissaire comme si elle avait été nommée à ce poste en application du paragraphe 4(1) de la *Loi sur le commissaire au renseignement*.

Situation inchangée

53 (1) La présente loi ne change rien à la situation des membres du personnel qui, à l'entrée en vigueur du présent article, occupaient un poste au sein du bureau de l'ancien commissaire, à cette différence près que, à compter de cette entrée en vigueur, ils occupent ce poste au sein du bureau du nouveau commissaire.

Précision

(2) Il est entendu que la situation d'un membre du personnel vise également le fait qu'il occupait ou non un poste de direction ou de confiance.

Attributions

54 Tout membre du personnel visé à l'article 53 qui, à l'entrée en vigueur de cet article, était autorisé par l'ancien commissaire à exercer toute attribution demeure autorisé à l'exercer au sein du bureau du nouveau commissaire.

Transfert de crédits

55 Les sommes affectées — et non déboursées —, pour l'exercice en cours à la date d'entrée en vigueur du présent article, par toute loi fédérale, aux dépenses du bureau de l'ancien commissaire sont réputées être affectées aux dépenses du bureau du nouveau commissaire.

Rights, property and obligations

56 Subject to section 15, all rights and property of the office of the former Commissioner and of Her Majesty in right of Canada that are under the administration and control of the office of the former Commissioner and all obligations of the office of the former Commissioner are transferred to the office of the new Commissioner.

Contracts

57 (1) A contract respecting the provision of materiel or services to the office of the former Commissioner that was entered into by that Commissioner is deemed to have been entered into by the new Commissioner.

References

(2) Unless the context otherwise requires, every reference to the former Commissioner in a contract referred to in subsection (1) is to be read as a reference to the new Commissioner.

Commencement of proceedings

58 (1) Any action, suit or other legal or administrative proceeding in respect of an obligation or liability incurred by the former Commissioner, other than one relating to a complaint or a review before him or her, may be brought against the new Commissioner in any court that would have had jurisdiction if the action, suit or other legal proceeding had been brought against the former Commissioner.

Pending proceedings

(2) Any action, suit or other legal or administrative proceeding to which the former Commissioner is a party, other than one relating to a complaint or a review before him or her, and that is pending immediately before the day on which this section comes into force may be continued by or against the new Commissioner in the same manner and to the same extent as it could have been continued by or against the former Commissioner.

No compensation

59 Despite the provisions of any contract, agreement or order, the person appointed to hold office as the former Commissioner has no right to claim or receive any compensation, damages, indemnity or other form of relief from Her Majesty in right of Canada or from any employee or agent of Her Majesty for ceasing to hold that office or

Biens, droits et obligations

56 Sous réserve de l'article 15, les biens et les droits de Sa Majesté du chef du Canada dont la gestion était confiée au bureau de l'ancien commissaire ainsi que les biens, les droits et les obligations de celui-ci sont transférés au bureau du nouveau commissaire.

Contrat

57 (1) Le contrat relatif à la fourniture de services ou de matériels au bureau de l'ancien commissaire conclu par ce dernier est réputé être conclu par le nouveau commissaire.

Renvoi

(2) Sauf indication contraire du contexte, dans les contrats visés au paragraphe (1), les renvois à l'ancien commissaire valent renvoi au nouveau commissaire.

Nouvelles instances

58 (1) Les instances judiciaires ou administratives relatives aux obligations supportées ou aux engagements pris par l'ancien commissaire, à l'exception des instances qui concernent des examens et des enquêtes effectués par celui-ci, peuvent être intentées contre le nouveau commissaire devant tout tribunal qui aurait eu compétence pour être saisi des instances si elles avaient été intentées contre l'ancien commissaire.

Instances en cours

(2) Le nouveau commissaire prend la suite de l'ancien commissaire, au même titre et dans les mêmes conditions que celui-ci, comme partie aux instances judiciaires ou administratives en cours à la date d'entrée en vigueur du présent article, à l'exception des instances qui concernent des examens et des enquêtes effectués par l'ancien commissaire, et auxquelles celui-ci est partie.

Absence de droit à réclamation

59 Malgré les dispositions de tout contrat, accord ou décret, la personne nommée pour occuper le poste de l'ancien commissaire n'a aucun droit de réclamer ou de recevoir une compensation, des dommages-intérêts, une indemnité ou toute autre forme de dédommagement de Sa Majesté du chef du Canada ou de ses employés ou

for the abolition of that office by the operation of section 68.

mandataires parce que son mandat a pris fin ou en raison de l'abolition de son poste par application de l'article 68.

Related and Consequential Amendments

Modifications connexes et corrélatives

R.S., c. A-1.

Access to Information Act

L.R., ch. A-1.

Loi sur l'accès à l'information

60 [Amendments]

60 [Modifications]

R.S., c. C-5.

Canada Evidence Act

L.R., ch. C-5.

Loi sur la preuve au Canada

61 [Amendments]

61 [Modifications]

R.S., c. C-23.

Canadian Security Intelligence Service Act

L.R., ch. C-23.

Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité

62 [Amendments]

62 [Modifications]

R.S., c. F-11.

Financial Administration Act

L.R., ch. F-11.

Loi sur la gestion des finances publiques

63 [Amendments]

63 [Modifications]

64 [Amendments]

64 [Modifications]

65 [Amendments]

65 [Modifications]

66 [Amendments]

66 [Modifications]

67 [Amendments]

67 [Modifications]

R.S., c. N-5.

National Defence Act

L.R., ch. N-5.

Loi sur la défense nationale

68 [Amendments]

68 [Modifications]

69 [Amendments]

69 [Modifications]

R.S., c. O-5.

Security of Information Act

L.R., ch. O-5.

Loi sur la protection de l'information

70 [Amendments]

70 [Modifications]

R.S., c. P-21.

Privacy Act

71 [Amendments]

R.S., c. P-36.

Public Service Superannuation Act

72 [Amendments]

2015, c. 20, s. 2.

Security of Canada Information Disclosure Act

73 [Amendments]

Coordinating Amendments

74 [Amendments]

75 [Amendments]

PART 3

Communications Security Establishment

Communications Security Establishment Act

76 [Amendments]

Transitional Provisions

Definitions

77 The following definitions apply in sections 78 to 82.

former department means the portion of the federal public administration known as the Communications Security Establishment. (*ancien ministère*)

new department means the Communications Security Establishment as established by section 5 of the *Communications Security Establishment Act*. (*nouveau ministère*)

L.R., ch. P-21.

Loi sur la protection des renseignements personnels

71 [Modifications]

L.R., ch. P-36.

Loi sur la pension de la fonction publique

72 [Modifications]

2015, ch. 20, art. 2.

Loi sur la communication d'information ayant trait à la sécurité du Canada

73 [Modifications]

Dispositions de coordination

74 [Modifications]

75 [Modifications]

PARTIE 3

Centre de la sécurité des télécommunications

Loi sur le Centre de la sécurité des télécommunications

76 [Modifications]

Dispositions transitoires

Définitions

77 Les définitions qui suivent s'appliquent aux articles 78 à 82.

ancien ministère Le secteur de l'administration publique fédérale appelé le Centre de la sécurité des télécommunications. (*former department*)

nouveau ministère Le Centre de la sécurité des télécommunications, constitué par l'article 5 de la *Loi sur le Centre de la sécurité des télécommunications*. (*new department*)

Chief

78 (1) The Chief of the Communications Security Establishment holding office immediately before the coming into force of section 76 continues in office for the remainder of the term for which he or she was appointed.

Employees

(2) Nothing in the *Communications Security Establishment Act* is to be construed as affecting the status of an employee who, immediately before the coming into force of section 76, occupied a position in the former department, except that the employee, on the coming into force of that section, occupies that position in the new department.

Transfer of appropriations

79 (1) Any amount that is appropriated, for the fiscal year in which section 76 comes into force, by an appropriation Act based on the Estimates for that year for defraying the federal public administration's charges and expenses for the former department that is unexpended on the day on which that section comes into force is deemed, on that day, to be an amount appropriated for defraying the federal public administration's charges and expenses for the new department.

Transfer of powers, duties and functions

(2) If a power, duty or function is vested in or exercisable by the former department's Chief or an employee of the former department under any Act, order, rule, regulation or direction, or any contract, lease, licence or other document, that power, duty or function is vested in or is exercisable by the new department's Chief or an employee of the new department.

Ministerial authorizations

80 (1) An authorization that was issued under subsection 273.65(1) or (3) of the *National Defence Act* before the day on which section 76 comes into force and is valid on that day continues to be valid for the period specified in it or, if it was renewed before that day, for the period specified in the renewal.

Repeal

(2) The Minister may repeal an authorization referred to in subsection (1) at any time.

Chef

78 (1) La personne qui occupe, à l'entrée en vigueur de l'article 76, la charge de chef du Centre de la sécurité des télécommunications est maintenue en fonctions jusqu'à l'expiration de son mandat.

Fonctionnaires

(2) La Loi sur le Centre de la sécurité des télécommunications ne change rien à la situation des fonctionnaires qui, à l'entrée en vigueur de l'article 76, occupaient un poste au sein de l'ancien ministère, à cette différence près que, à compter de cette date, ils l'occupent au sein du nouveau ministère.

Transfert de crédits

79 (1) Les sommes affectées — mais non engagées —, pour l'exercice en cours à la date d'entrée en vigueur de l'article 76 par toute loi de crédits consécutive aux prévisions budgétaires de cet exercice, aux frais et dépenses de l'administration publique fédérale à l'égard de l'ancien ministère sont réputées, à cette date, être affectées aux frais et dépenses de celle-ci à l'égard du nouveau ministère.

Transfert d'attributions

(2) Les attributions qui, en vertu d'une loi, d'un règlement, d'une instruction, d'un décret, d'un arrêté, d'une ordonnance ou d'une règle, ou au titre d'un contrat, bail, permis ou autre document, sont conférées au chef de l'ancien ministère ou à un fonctionnaire de celui-ci — ou qui peuvent être exercées par l'un ou l'autre — sont transférées, selon le cas, au chef ou à un fonctionnaire du nouveau ministère.

Autorisations ministérielles

80 (1) Toute autorisation délivrée en vertu des paragraphes 273.65(1) ou (3) de la Loi sur la Défense nationale avant la date d'entrée en vigueur de l'article 76 et qui est valide à cette date demeure valide pour la durée qui y est indiquée ou, si elle a été renouvelée avant cette date, pour la durée qui y est indiquée.

Abrogation

(2) Le ministre peut, en tout temps, abroger une autorisation visée au paragraphe (1).

Arrangements

81 Any arrangement entered into by the former department before the day on which section 76 comes into force continues in accordance with its terms.

References

82 (1) A reference to the former department in any of the following is deemed to be a reference to the new department:

- (a) Schedule I to the *Access to Information Act* under the heading “Other Government Institutions”;**
- (b) Schedules I.1, V and VI to the *Financial Administration Act*;**
- (c) the schedule to the *Privacy Act* under the heading “Other Government Institutions”;**
- (d) the schedule to the *Security of Information Act*;**
- (e) Schedule 3 to the *Security of Canada Information Disclosure Act*;**
- (f) the *National Security and Intelligence Review Agency Act*; and**
- (g) the *Intelligence Commissioner Act*.**

Other references

(1.1) Unless the context requires otherwise, every reference to the former department in any Act of Parliament, other than an Act referred to in subsection (1), or in any order, regulation or other instrument made under an Act of Parliament is deemed to be a reference to the new department.

Deputy head

(2) The designation of a person as deputy head of the former department in any order of the Governor in Council made under section 55 of the *National Security and Intelligence Review Agency Act* is deemed to be a designation of the Chief of the new department as deputy head of that department.

Ententes

81 Toute entente conclue par l'ancien ministère avant la date d'entrée en vigueur de l'article 76 est maintenue conformément aux conditions qui y sont prévues.

Mentions

82 (1) La mention de l'ancien ministère dans les textes ci-après vaut mention du nouveau ministère :

- a) l'annexe I de la *Loi sur l'accès à l'information*, sous l'intertitre « Autres institutions fédérales »;**
- b) les annexes I.1, V et VI de la *Loi sur la gestion des finances publiques*;**
- c) l'annexe de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, sous l'intertitre « Autres institutions fédérales »;**
- d) l'annexe de la *Loi sur la protection de l'information*;**
- e) l'annexe 3 de la *Loi sur la communication d'information ayant trait à la sécurité du Canada*;**
- f) la *Loi sur l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement*;**
- g) la *Loi sur le commissaire au renseignement*.**

Autres mentions

(1.1) La mention de l'ancien ministère dans toute loi fédérale, autre qu'une loi visée au paragraphe (1), et dans ses textes d'application vaut mention, sauf indication contraire du contexte, du nouveau ministère.

Administrateur général

(2) La désignation de toute personne à titre d'administrateur général de l'ancien ministère dans tout décret pris en vertu de l'article 55 de la *Loi sur l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement* vaut désignation du chef du nouveau ministère à titre d'administrateur général de celui-ci.

R.S., c. N-5.

National Defence Act

83 [Amendments]

Consequential Amendments

R.S., c. N-5.

National Defence Act

84 [Amendments]

1991, c. 30. Public Sector Compensation Act

85 [Amendments]

86 [Amendments]

87 [Amendments]

2000, c. 17; 2001, c. 41, s. 48.

Proceeds of Crime (Money Laundering) and Terrorist Financing Act

88 [Amendments]

2015, c. 20, s. 2.

Security of Canada Information Disclosure Act

89 [Amendments]

Coordinating Amendments

90 [Amendments]

91 [Amendments]

L.R., ch. N-5.

Loi sur la défense nationale

83 [Modifications]

Modifications corrélatives

L.R., ch. N-5.

Loi sur la défense nationale

84 [Modifications]

1991, ch. 30. Loi sur la rémunération du secteur public

85 [Modifications]

86 [Modifications]

87 [Modifications]

2000, ch. 17; 2001, ch. 41, art. 48. Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes

88 [Modifications]

2015, ch. 20, art. 2.

Loi sur la communication d'information ayant trait à la sécurité du Canada

89 [Modifications]

Dispositions de coordination

90 [Modifications]

91 [Modifications]

PART 4

R.S., c. C-23.

Canadian Security Intelligence Service Act

Amendments to the Act

92 [Amendments]

93 [Amendments]

94 [Amendments]

95 [Amendments]

96 [Amendments]

97 [Amendments]

98 [Amendments]

99 [Amendments]

100 [Amendments]

101 [Amendments]

102 [Amendments]

103 [Amendments]

104 [Amendments]

105 [Amendments]

106 [Amendments]

107 [Amendments]

108 [Amendments]

109 [Amendments]

Transitional Provisions

Definitions

110 The following definitions apply in section 111.

commencement day means the day on which section 96 comes into force. (*date de référence*)

PARTIE 4

L.R., ch. C-23.

Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité

Modification de la loi

92 [Modifications]

93 [Modifications]

94 [Modifications]

95 [Modifications]

96 [Modifications]

97 [Modifications]

98 [Modifications]

99 [Modifications]

100 [Modifications]

101 [Modifications]

102 [Modifications]

103 [Modifications]

104 [Modifications]

105 [Modifications]

106 [Modifications]

107 [Modifications]

108 [Modifications]

109 [Modifications]

Dispositions transitoires

Définitions

110 Les définitions qui suivent s'appliquent à l'article 111.

date de référence La date d'entrée en vigueur de l'article 96. (*commencement day*)

ensemble de données Ensemble d'informations sauvegardées sous la forme d'un fichier

dataset means a collection of information stored as an electronic record and characterized by a common subject matter. (*ensemble de données*)

Service has the same meaning as in section 2 of the *Canadian Security Intelligence Service Act*. (*Service*)

Datasets collected by Service

111 If any dataset was collected by the Service before the commencement day that would be subject to sections 11.02 and 11.05 of the *Canadian Security Intelligence Service Act* as enacted by section 97 of this Act, that dataset is deemed, on the commencement day, to be collected under that section 11.05 on that day.

PART 5

2015, c. 20, s. 2.

Security of Canada Information Sharing Act

Amendments to the Act

112 [Amendments]

113 [Amendments]

114 [Amendments]

115 [Amendments]

116 [Amendments]

117 [Amendments]

118 [Amendments]

118.1 [Amendments]

119 [Amendments]

120 [Amendments]

numérique qui portent sur un sujet commun. (*dataset*)

Service S'entend au sens de l'article 2 de la *Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité*. (*Service*)

Ensembles de données recueillis par le Service

111 Si le Service a recueilli, avant la date de référence, un ensemble de données visé par les articles 11.02 et 11.05 de la *Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité* dans leur version édictée par l'article 97 de la présente loi, cet ensemble de données est réputé être recueilli en vertu de cet article 11.05 à cette même date de référence.

PARTIE 5

2015, ch. 20, art. 2.

Loi sur la communication d'information ayant trait à la sécurité du Canada

Modification de la loi

112 [Modifications]

113 [Modifications]

114 [Modifications]

115 [Modifications]

116 [Modifications]

117 [Modifications]

118 [Modifications]

118.1 [Modifications]

119 [Modifications]

120 [Modifications]

Consequential Amendments

R.S., c. E-15.

Excise Tax Act

121 [Amendments]

R.S., c. F-15.

Department of Fisheries and Oceans Act

122 [Amendments]

R.S., c. 1 (2nd Supp.).

Customs Act

123 [Amendments]

R.S., c. 1 (5th Supp.).

Income Tax Act

124 [Amendments]

1995, c. 25.

Chemical Weapons Convention Implementation Act

125 [Amendments]

2002, c. 22.

Excise Act, 2001

126 [Amendments]

PART 6

2015, c. 20, s. 11.

Secure Air Travel Act

Amendments to the Act

127 [Amendments]

128 [Amendments]

129 [Amendments]

130 [Amendments]

Modifications corrélatives

L.R., ch. E-15.

Loi sur la taxe d'accise

121 [Modifications]

L.R., ch. F-15.

Loi sur le ministère des Pêches et des Océans

122 [Modifications]

L.R., ch. 1 (2^e suppl.).

Loi sur les douanes

123 [Modifications]

L.R., ch. 1 (5^e suppl.).

Loi de l'impôt sur le revenu

124 [Modifications]

1995, ch. 25.

Loi de mise en œuvre de la Convention sur les armes chimiques

125 [Modifications]

2002, ch. 22.

Loi de 2001 sur l'accise

126 [Modifications]

PARTIE 6

2015, ch. 20, art. 11.

Loi sur la sûreté des déplacements aériens

Modification de la loi

127 [Modifications]

128 [Modifications]

129 [Modifications]

130 [Modifications]

131 [Amendments]

132 [Amendments]

133 [Amendments]

134 [Amendments]

135 [Amendments]

136 [Amendments]

137 [Amendments]

138 [Amendments]

Transitional Provision

Continued application

139 Subsection 15(6) of the *Secure Air Travel Act*, as it read immediately before the day on which this section comes into force, continues to apply in respect of any application made under subsection 15(1) of that Act before that day.

131 [Modifications]

132 [Modifications]

133 [Modifications]

134 [Modifications]

135 [Modifications]

136 [Modifications]

137 [Modifications]

138 [Modifications]

Disposition transitoire

Application de la version antérieure

139 Le paragraphe 15(6) de la *Loi sur la sûreté des déplacements aériens*, dans sa version antérieure à l'entrée en vigueur du présent article, continue de s'appliquer aux demandes présentées en vertu du paragraphe 15(1) de cette loi avant cette date.

PART 7

R.S., c. C-46.

Criminal Code

Amendments to the Act

140 [Amendments]

141 [Amendments]

142 [Amendments]

143 [Amendments]

144 [Amendments]

145 [Amendments]

146 [Amendments]

147 [Amendments]

148 [Amendments]

149 [Amendments]

150 [Amendments]

PARTIE 7

L.R., ch. C-46.

Code criminel

Modification de la loi

140 [Modifications]

141 [Modifications]

142 [Modifications]

143 [Modifications]

144 [Modifications]

145 [Modifications]

146 [Modifications]

147 [Modifications]

148 [Modifications]

149 [Modifications]

150 [Modifications]

151 [Amendments]

152 [Amendments]

153 [Amendments]

154 [Amendments]

Transitional Provisions

Continued application

155 Paragraph 83.05(1)(b) and subsection 83.05(3) of the *Criminal Code*, as they read immediately before the day on which section 141 of this Act comes into force, continue to apply with respect to an application made before that day under subsection 83.05(2) of that Act.

Proceedings continued

156 Proceedings commenced under sections 83.28 and 83.29 of the *Criminal Code*, as they read before the day on which section 145 comes into force, are to be completed under those sections 83.28 and 83.29 if the hearing of the application made under subsection 83.28(2) began before that day.

No report for year before coming into force

157 No report is to be prepared under subsection 810.011(15) of the *Criminal Code* with respect to the year that precedes the coming into force of that subsection.

Section 83.3 of the Criminal Code

Application

157.1 If section 83.3 of the *Criminal Code* has ceased to have effect in accordance with section 83.32 of that Act before the day on which this section comes into force, then that section 83.3 becomes effective again as of the day on which this section comes into force and sections 146 and 148 of this Act apply in respect of that section 83.3.

1992, c. 20.

Consequential Amendment to the Corrections and Conditional Release Act

158 [Amendments]

151 [Modifications]

152 [Modifications]

153 [Modifications]

154 [Modifications]

Dispositions transitoires

Demandes pendantes

155 L’alinéa 83.05(1)b) et le paragraphe 83.05(3) du *Code criminel*, dans leur version antérieure à l’entrée en vigueur de l’article 141 de la présente loi, continuent de s’appliquer relativement aux demandes introduites avant cette date en vertu du paragraphe 83.05(2) de cette loi.

Procédures continuées

156 Les procédures engagées en vertu des articles 83.28 ou 83.29 du *Code criminel*, dans leur version antérieure à l’entrée en vigueur de l’article 145, sont menées à terme conformément à ces articles 83.28 et 83.29 si l’investigation de la demande présentée en vertu du paragraphe 83.28(2) a commencé avant cette date.

Aucun rapport pour l’année précédent l’entrée en vigueur

157 Aucun rapport n’est établi en application du paragraphe 810.011(15) du *Code criminel* pour l’année précédent l’entrée en vigueur de ce paragraphe.

Article 83.3 du Code criminel

Application

157.1 Si l’article 83.3 du *Code criminel* a cessé d’avoir effet conformément à l’article 83.32 de cette loi avant la date d’entrée en vigueur du présent article, cet article 83.3 reprend effet à cette date d’entrée en vigueur et les articles 146 et 148 de la présente loi s’appliquent à l’égard de cet article 83.3.

1992, ch. 20.

Modification corrélative à la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition

158 [Modifications]

PART 8

2002, c. 1.

Youth Criminal Justice Act

159 [Amendments]

160 [Amendments]

161 [Amendments]

162 [Amendments]

163 [Amendments]

164 [Amendments]

165 [Amendments]

166 [Amendments]

167 [Amendments]

PART 9

Review

Duty to undertake review

168 (1) During the fourth year after this section comes into force, a comprehensive review of the provisions and operation of this Act must be undertaken by the committee of the Senate, of the House of Commons or of both Houses of Parliament, that is designated or established for that purpose.

Subjects of review

(1.1) The comprehensive review referred to in subsection (1) must include an assessment of the effect of this Act on the operations of the Canadian Security Intelligence Service, the Royal Canadian Mounted Police and the Communications Security Establishment that relate to national security, information sharing, and the interaction of those organizations with the National Security and Intelligence Review Agency, the Intelligence Commissioner and the National Security and Intelligence Committee of Parliamentarians.

PARTIE 8

2002, ch. 1.

Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents

159 [Modifications]

160 [Modifications]

161 [Modifications]

162 [Modifications]

163 [Modifications]

164 [Modifications]

165 [Modifications]

166 [Modifications]

167 [Modifications]

PARTIE 9

Examen

Obligation d'examen

168 (1) Au cours de la quatrième année qui suit l'entrée en vigueur du présent article, un examen approfondi des dispositions et de l'application de la présente loi est fait par le comité soit du Sénat, soit de la Chambre des communes, soit mixte, désigné ou constitué à cette fin.

Objet de l'examen

(1.1) L'examen approfondi prévu au paragraphe (1) doit comprendre l'évaluation de l'effet de la présente loi sur les opérations du Service canadien du renseignement de sécurité, de la Gendarmerie royale du Canada et du Centre de la sécurité des télécommunications liées à la sécurité nationale, la communication d'information et les relations de ces organisations avec l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement, le commissaire au renseignement et le Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement.

Report

(2) The committee must, within one year after the review is undertaken — or within any further period that the Senate, the House of Commons or both Houses of Parliament, as the case may be, authorizes — submit a report on the review to the appropriate House or, in the case of a committee of both Houses, to each House, that includes a statement of any changes that the committee recommends.

Bill C-22

(3) Subsections (4) and (5) apply if Bill C-22, introduced in the 1st session of the 42nd Parliament and entitled the *National Security and Intelligence Committee of Parliamentarians Act* (in this section referred to as the “other Act”), receives royal assent.

Reviews by same committees

(4) If section 34 of the other Act comes into force during the period that begins on the day on which this section comes into force and ends immediately before the first anniversary of that day, then

(a) the review required by subsection (1) is, despite that subsection (1), to be undertaken five years after the day on which section 34 of the other Act comes into force, and

(b) the review required by subsection (1) and the review required by section 34 of the other Act are to be undertaken by the same committee or committees, as the case may be.

Reviews by same committees

(5) If section 34 of the other Act has come into force during the year immediately preceding the day on which this section comes into force, then

(a) the review required by section 34 of the other Act is, despite that section, to be undertaken during the sixth year after the day on which subsection (1) comes into force; and

(b) the review required by subsection (1) and the review required by section 34 of the other Act are to be undertaken by the same committee or committees, as the case may be.

Rapport

(2) Dans un délai d'un an suivant le début de l'examen ou tout délai plus long autorisé par le Sénat, la Chambre des communes ou les deux chambres, selon le cas, le comité remet à la chambre concernée ou, s'il s'agit d'un comité mixte, aux deux chambres son rapport, lequel comprend un énoncé des modifications qu'il recommande.

Projet de loi C-22

(3) Les paragraphes (4) et (5) s'appliquent en cas de sanction du projet de loi C-22, déposé au cours de la 1^{re} session de la 42^e législature et intitulé *Loi sur le Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement* (appelé « autre loi » au présent article).

Examens par les mêmes comités

(4) Si l'article 34 de l'autre loi entre en vigueur durant la période commençant à la date d'entrée en vigueur du présent article et se terminant immédiatement avant le premier anniversaire de cette date :

a) l'examen requis par le paragraphe (1) est fait, malgré ce paragraphe (1), cinq ans après la date d'entrée en vigueur de l'article 34 de l'autre loi;

b) l'examen requis par le paragraphe (1) et l'examen requis par l'article 34 de l'autre loi sont faits par le même comité ou les mêmes comités, selon le cas.

Examens par les mêmes comités

(5) Si l'article 34 de l'autre loi est entré en vigueur durant l'année précédant la date d'entrée en vigueur du présent article :

a) l'examen requis par l'article 34 de l'autre loi est fait, malgré cet article 34, dans la sixième année suivant la date d'entrée en vigueur du paragraphe (1);

b) l'examen requis par le paragraphe (1) et l'examen requis par l'article 34 de l'autre loi sont faits par le même comité ou les mêmes comités, selon le cas.

PART 10

Coming into Force

Order in council

'169 Parts 1 and 2, other than sections 48, 49, 74 and 75, come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

* [Note: Parts 1 and 2, other than sections 48, 49, 74 and 75, in force July 12, 2019, see SI/2019-67.]

Order in council

'169.1 Part 1.1, other than section 49.2, comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

* [Note: Part 1.1, other than section 49.2, in force July 13, 2019, see SI/2019-71.]

Order in council

'170 Part 3, other than sections 83, 90 and 91, come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council, but that day must be later than the day fixed under section 169.

* [Note: Part 3, other than sections 83, 90 and 91, in force August 1, 2019, see SI/2019-70.]

Order in council

171 '(1) Sections 94, 96, 97, 102, 107 and 108 and the provisions enacted by them and sections 110 and 111 come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

* [Note: Sections 94, 96, 97, 102, 107 and 108 and the provisions enacted by them and sections 110 and 111 in force July 13, 2019, see SI/2019-71.]

Order in council

'(2) Section 101 comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council, but that day must not be earlier than the day fixed under section 169.

* [Note: Section 101 in force July 13, 2019, see SI/2019-71.]

Order in council

'172 Subsections 119(2) and 120(2) come into force on the day fixed under section 169.

* [Note: Subsections 119(2) and 120(2) in force July 12, 2019, see SI/2019-67.]

Order in council

'173 (1) Sections 127, 130, 132, 133 and 136, subsections 137(1), (3) and (6) and section 138 come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

PARTIE 10

Entrée en vigueur

Décret

'169 Les parties 1 et 2, à l'exception des articles 48, 49, 74 et 75, entrent en vigueur à la date fixée par décret.

* [Note : Parties 1 et 2, à l'exception des articles 48, 49, 74 et 75, en vigueur le 12 juillet 2019, voir TR/2019-67.]

Décret

'169.1 La partie 1.1, à l'exception de l'article 49.2, entre en vigueur à la date fixée par décret.

* [Note : Partie 1.1, à l'exception de l'article 49.2, en vigueur le 13 juillet 2019, voir TR/2019-71.]

Décret

'170 La partie 3, à l'exception des articles 83, 90 et 91, entre en vigueur à la date fixée par décret, laquelle doit être postérieure à celle visée à l'article 169.

* [Note : Partie 3, à l'exception des articles 83, 90 et 91, en vigueur le 1^{er} août 2019, voir TR/2019-70.]

Décret

171 '(1) Les articles 94, 96, 97, 102, 107 et 108, les dispositions édictées par ceux-ci et les articles 110 et 111 entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.

* [Note : Articles 94, 96, 97, 102, 107 et 108, les dispositions édictées par ceux-ci et articles 110 et 111 en vigueur le 13 juillet 2019, voir TR/2019-71.]

Décret

'(2) L'article 101 entre en vigueur à la date fixée par décret, laquelle ne peut être antérieure à celle visée à l'article 169.

* [Note : Article 101 en vigueur le 13 juillet 2019, voir TR/2019-71.]

Décret

'172 Les paragraphes 119(2) et 120(2) entrent en vigueur à la date visée à l'article 169.

* [Note : Paragraphes 119(2) et 120(2) en vigueur le 12 juillet 2019, voir TR/2019-67.]

Décret

'173 (1) Les articles 127, 130, 132, 133 et 136, les paragraphes 137(1), (3) et (6) et l'article 138 entrent en vigueur à la date fixée par décret.

Order in council

(2) Section 128, subsection 129(1), sections 131, 134 and 135, subsections 137(2), (4), (5) and (7) and section 139 come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

August 1, 2015

(3) Subsection 129(2) is deemed to have come into force on August 1, 2015.

* [Note: Sections 127, 130, 132, 133 and 136, subsections 137(1), (3) and (6) and section 138 in force November 4, 2020, see SI/2020-71; section 128, subsection 129(1), sections 131, 134 and 135, subsections 137(2), (4), (5) and (7) and section 139 in force July 13, 2019, see SI/2019-71.]

Décret

(2) L'article 128, le paragraphe 129(1), les articles 131, 134 et 135, les paragraphes 137(2), (4), (5) et (7) et l'article 139 entrent en vigueur à la date fixée par décret.

1^{er} août 2015

(3) Le paragraphe 129(2) est réputé être entré en vigueur le 1^{er} août 2015.

* [Note : Articles 127, 130, 132, 133 et 136, paragraphes 137(1), (3) et (6) et article 138 en vigueur le 4 novembre 2020, voir TR/2020-71; article 128, paragraphe 129(1), articles 131, 134 et 135, paragraphes 137(2), (4), (5) et (7) et article 139 en vigueur le 13 juillet 2019, voir TR/2019-71.]

SCHEDULE

(Section 49.1)

[Amendments]

ANNEXE

(article 49.1)

[Modifications]